



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

**ACCORD-CADRE RELATIF A LA FOURNITURE DE PLAQUETTES FORESTIERES ET D'EQUIPEMENTS COMPLEMENTAIRES (MAGASINS DE STOCKAGE, LES MARTEAUX, LES PORTES-MARTEAUX)**

#### **APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN**

Passé en application des articles L.2124-2 – R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

**ACCORD-CADRE N° 2025-9285-001**

### **Objet de la consultation**

Le présent accord-cadre porte sur la fourniture de plaquettes forestières et de ses accessoires (magasins de stockage, marteaux et portes marteaux).

### **Pouvoir adjudicateur**

La personne publique est l'Office national des forêts (ONF), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Créteil RCS dont le siège est 2 bis, avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort, ci-après désigné l'ONF.

### **Personne signataire du marché**

La personne signataire de l'accord-cadre est Madame Valérie METRICH-HECQUET, directrice générale de l'Office national des forêts.

## SOMMAIRE

<b>1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2. PERSONNE SIGNATAIRE DU MARCHÉ.....	4
1.3. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHÉ .....	4
1.4. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) .....	4
1.5. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	4
<b>2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - PROCEDURE.....</b>	<b>4</b>
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
2.2. PROCEDURE .....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV .....	5
<b>3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE ET DECOMPOSITION EN LOTS.....	5
3.2. DUREE DU MARCHÉ .....	5
3.3. COMPLEMENTS A APPORTER AU CCATP, VARIANTES ET/OU PSE .....	5
3.4. DUREE DU MARCHÉ .....	5
3.5. MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	6
3.6. LIEU D'EXECUTION DU MARCHÉ .....	6
3.7. CLAUSE DE REEXAMEN .....	6
<b>4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>6</b>
<b>5. CONTEXTE.....</b>	<b>7</b>
5.1. PRESENTATION DE L'ONF .....	7
5.2. ENJEU POUR L'ONF.....	8
<b>6. CARACTERISTIQUES DU BESOIN .....</b>	<b>8</b>
6.1. LES DEUX TYPES D'USAGE DES PLAQUETTES FORESTIERES.....	8
6.2. LES CARACTERISTIQUES DES PLAQUETTES COMMANDEES PAR L'ONF .....	9
6.3. SUIVI DES NUMEROS DE SERIE.....	11
6.4. ACCESSOIRES.....	11
<b>7. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
7.1. PASSATION DES COMMANDES .....	11
7.2. ENGAGEMENT DU TITULAIRE .....	11
7.3. MODALITES DE LIVRAISON.....	11
7.4. DELAIS DE LIVRAISON .....	12
7.5. LIVRAISON - VERIFICATION - RESPONSABILITE .....	12
<b>8. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
8.1. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION .....	12
8.2. MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE.....	12
8.3. SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE .....	13
8.4. RESILIATION D'UN BON DE COMMANDE .....	13
<b>9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT.....</b>	<b>13</b>
9.1. UNITE MONETAIRE .....	13
9.2. FORME ET CONTENU DES PRIX .....	13
9.3. VARIATION DES PRIX.....	14
9.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT.....	14
Mentions sur toutes les factures.....	14
<b>10. PENALITES .....</b>	<b>16</b>
10.1. PENALITE POUR NON-RESPECT DES DELAIS D'EXECUTION .....	16
10.2. RETARD IMPUTABLE A L'ONF .....	16
10.3. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE.....	16

10.4.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES PENALITES .....	16
11.	DROIT - LANGUE.....	16
11.1.	DROIT, LITIGES ET CONTENTIEUX.....	16
11.2.	LANGUE .....	17
12.	ASSURANCE .....	17
13.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	18
13.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	18
13.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	18
13.3.	TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES.....	18
13.4.	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	18
14.	RESILIATION DU MARCHE .....	18
15.	DEROGATION AU CCAG-FCS .....	19

---

## **1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des forêts (O.N.F.), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIREN 662 043 116 Créteil RCS dont le siège est 2 bis, avenue du Général Leclerc, 94704 Maisons-Alfort, ci-après désigné l'ONF.

### **1.2. Personne signataire du marché**

La personne signataire du marché est Madame la directrice générale de l'ONF au siège de l'établissement.

### **1.3. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché**

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est Monsieur Aymeric ALBERT, chef de département commercial bois et directeur adjoint au sein de la direction commerciale bois et services (DCBS) de l'Office national des forêts :

Monsieur Aymeric ALBERT  
2 bis avenue du Général Leclerc - CS 30042  
94704 Maisons-Alfort Cedex  
Téléphone : 01 40 19 59 72  
Email : [aymeric.albert@onf.fr](mailto:aymeric.albert@onf.fr)

### **1.4. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique est Monsieur le chef du département achats, patrimoine et moyens généraux au sein de la direction économique et financière au siège de l'établissement :

Anthony MERCIER  
2 bis avenue du Général Leclerc - CS 30042  
94704 Maisons-Alfort Cedex  
Téléphone : 01 40 19 79 70  
Email : [sg-p@onf.fr](mailto:sg-p@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements et auprès de qui doivent être faites toutes oppositions et significations est l'Agent Comptable de l'entité à l'origine de la commande (Siège, Direction territoriale).

## **2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - PROCEDURE**

### **2.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre porte sur la fourniture de plaquettes forestières et de ses accessoires (magasins de stockage, marteaux et portes marteaux).

### **2.2. Procédure**

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2 – R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 - NOR : ECOM2106868A publié au JO du 1 avril 2021) et sauf dérogations mentionnées dans le CCATP.

### **2.3. Classification CPV**

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

44423450-0	Plaques indicatrices
------------	----------------------

## **3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE**

### **3.1. Forme de l'accord-cadre et décomposition en lots**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté à bons de commande au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur selon les dispositions des articles L. 2125-1, 1<sup>o</sup>, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4, 1<sup>o</sup>, R. 2162-13 et 14 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2162-4, 1<sup>o</sup> l'accord-cadre sera passé avec des quantités minimum et maximum annuelles de commandes fixées comme suit :

Lot	Objet du lot	Quantité minimale annuelle	Quantité maximale annuelle
1	Fourniture de plaquettes forestières dites « papetières » et de ses accessoires	800 000	3 200 000
2	Fourniture de plaquettes forestières en matière plastique et de ses accessoires	800 000	3 200 000

### **3.2. Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 4 (quatre) mois avant la fin de l'année en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

### **3.3. Compléments à apporter au CCATP, variantes et/ou PSE**

Les candidats n'ont pas à modifier le CCATP, mais peuvent y apporter les compléments qu'ils jugent nécessaires à une bonne réalisation des prestations.

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

### **3.4. Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période d'une année. Toutefois la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder 4 (quatre) ans.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, 4 (quatre) mois avant la fin de l'année en cours.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

### **3.5. Modalités d'attribution de l'accord-cadre**

Chaque lot sera attribué à un unique attributaire.

### **3.6. Lieu d'exécution du marché**

Les prestations objet du marché seront exécutées **sur l'ensemble du territoire métropolitain, Corse comprise.**

### **3.7. Clause de réexamen**

En application des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique, les accords-cadres peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ des services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ou dans les marchés subséquents ;
- ✓ intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent accord-cadre ou des marchés subséquents ;
- ✓ ajustement de la durée de l'accord-cadre ou des marchés subséquents, ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- ✓ reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- ✓ des modifications de faibles montants ;
- ✓ des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant ;

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ la forme de l'entreprise ;
- ✓ la raison sociale ou dénomination ;
- ✓ l'adresse ;
- ✓ le capital de l'entreprise ;
- ✓ l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

## **4. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE**

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques particulières (CCATP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le C.C.A.G. applicable est le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public.
- Le mémoire technique du titulaire, incluant notamment :
  - Les échantillons

- Les délais de livraison ;
- Les engagements du candidat pour une gestion durable des moyens de production et de livraison lors de l'exécution des prestations de l'accord-cadre (déchets, eau, énergie, optimisation des envois, taille des emballages, transport bas carbone, ...) et la part des matières issues du réemploi ou de la réutilisation utilisée pour la fabrication des plaquettes

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5. CONTEXTE

### 5.1. Présentation de l'ONF

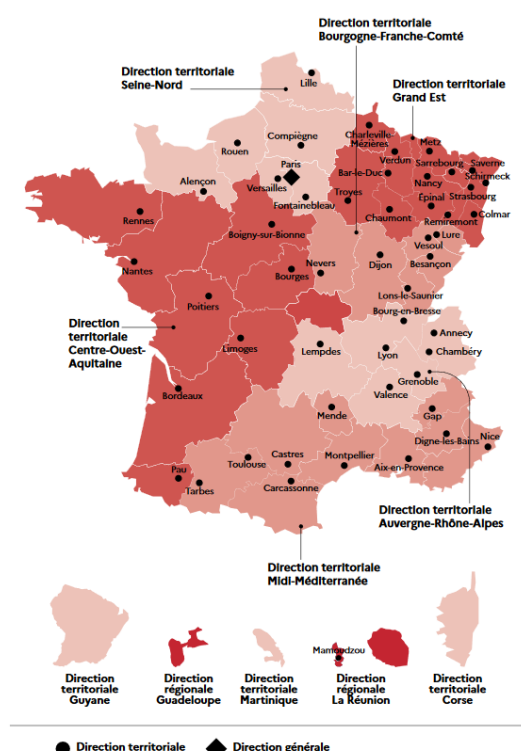
L'Office national des forêts (ONF) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Sa mission principale est d'assurer la gestion des forêts publiques qui regroupent 1 300 forêts domaniales (appartenant à l'État) et 15 600 forêts de collectivités, soit 25% de la forêt française.

Les territoires confiés à l'Office couvrent près de 11 millions d'hectares (4,7 millions d'hectares en métropole et 6 millions en outre-mer) dont un demi-million d'hectares d'espaces non forestiers : dunes, landes, zones de montagne...

En 2021, l'ONF a récolté 12,8 millions de m<sup>3</sup> de bois (pour la construction, l'ameublement, le bois énergie, le bois d'industrie...). 40% du bois mis sur le marché en France est fourni par l'ONF.

L'ONF est composé de :

- La Direction Générale (DG).
- 9 Directions Territoriales (DT) dont 7 en France continentale.
- 2 Directions Régionales (Guadeloupe et La Réunion) (DR).
- 48 agences territoriales.
- 12 agences spécialisées travaux, études, missions d'intérêt général.
- Près de 300 unités territoriales.
- Des filiales exerçant des activités à l'international, dans le bois énergie et la logistique.



## 5.2. Enjeu pour l'ONF

La traçabilité est un enjeu majeur dans la commercialisation des bois par l'ONF. Elle permet le respect des réglementations (RDUE, label Chêne), le suivi des stocks et de la logistique d'approvisionnement des bois, la fiabilité des échanges commerciaux avec les clients ainsi que la transparence des flux de bois avec le propriétaire des bois (collectivités).

Concrètement, la traçabilité est réalisée par un marquage physique en utilisant une plaquette forestière posée, au moyen d'un marteau spécifique, sur la section transversale d'un bois rond façonné. Les plaquettes forestières sont stockées dans un magasin que l'opérateur porte sur lui. Il prend une plaquette dans le magasin avec le marteau puis tape sur la section du bois pour le marquer d'une référence. La plaquette contient une référence qui s'incrémente au fur et à mesure des produits à suivre. Pour une traçabilité robuste, une référence doit être unique à l'échelle de l'entreprise.

## 6. CARACTERISTIQUES DU BESOIN

### 6.1. Les deux types d'usage des plaquettes forestières

L'ONF utilise des plaquettes forestières pour l'identification des stocks d'une part et pour l'identification des pièces d'autre part.

#### 6.1.1 L'identification des stocks (lots disponibles de bois)

A l'ONF, un lot disponible (LD) est un stock physique sur le terrain, géoréférencé et qui existe dès que les produits (billons ou grumes) sont rassemblés sur une place de dépôt, ou chargés directement sur un camion. Pour l'étiquetage d'un lot disponible, les plaquettes à utiliser à l'ONF sont standardisées. Les spécifications sont :

- Quatre répétitions successives du même identifiant dans le magasin à plaquettes. Autrement dit, dans le magasin, 4 plaquettes identiques (avec la même référence) sont stockées les unes à la suite des autres puis 4 autres identiques mais avec un numéro de série avec une unité de plus et ainsi de suite. La répétition du même numéro permet de marquer le stock à son début, en zones intermédiaires et à la fin afin qu'une étiquette soit toujours présente au moment du chargement par le dernier camion.
- La référence ONF d'un lot disponible est basée sur 12 caractères composés du code agence (4 caractères) puis des lettres LD suivi de 6 caractères. Les 6 derniers caractères forment le n° de série du LD (de 000001 à 999999). Si besoin, il est possible d'utiliser les deux premiers caractères du numéro de série pour indiquer un code UT ou un millésime, mais dans ce cas la plage du numéro de série est plus réduite. Dans tous les cas l'identifiant LD est un code à 12 caractères.
  - o Exemple d'une référence de LD avec un numéro de série simple (bonne pratique recommandée) : 8455LD000001
  - o Exemple d'une référence de LD avec un numéro de série comprenant le millésime : 8455LD250001
  - o Exemple d'une référence de LD avec un numéro de série comprenant un code UT : 8455LD170001
- Pour faciliter la récupération de l'identifiant du LD, le support de marquage du LD comprend un code à 2 dimensions. Dans le cas des plaquettes LD, ce code est toujours de type « QR code » (ne pas utiliser de code Datamatrix).
- Trois lignes d'information doivent être imprimées sur la plaquette :
  - o Sur la tranche, l'écriture « ONF »
  - o Au centre, le QR Code contenant la référence
  - o En dessous du QR Code, l'écriture en clair de la référence

A titre d'exemple et d'illustration, voici un exemple de plaquette pour l'identification d'un stock.



Toute plaquette équivalente est compatible.



Illustration des 3 types d'information présentes sur une plaquette d'identification de stock (lot disponible)

### 6.1.2 L'identification d'une pièce (grume ou billon)

Dans un stock (lot disponible), les pièces constitutives de ce stock peuvent être numérotées. Cette pratique permet de suivre et d'identifier individuellement une pièce de bois afin de tracer son déplacement et d'y lier des informations complémentaires.

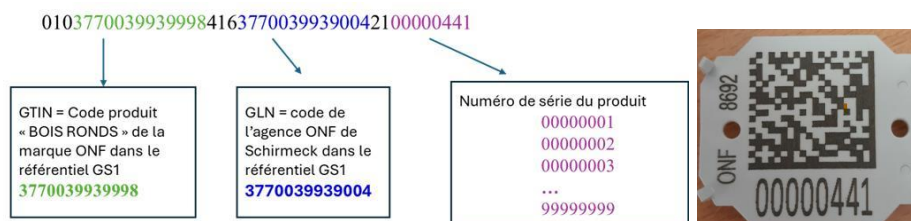
L'identification est opérée avec les spécifications suivantes :

- Un code à 12 caractères de type n° agence + 2 caractères au choix (millésime ou n° UT) + numéro de série avec les caractères restant. Exemple avec millésime: 845525000001 pour l'agence 8455, millésime 25, n° de série 000001
- Trois lignes d'information :
  - o Ligne 1 : ONF sur le côté,
  - o Ligne 2 : Datamatrix (ou un QR code) de la référence au centre (comme précisée ci-dessus)
  - o Ligne 3 : en-dessous l'écriture en claire de la référence.

Des travaux sont en cours pour tester la faisabilité d'une standardisation sGTIN de GS1 dans un Datamatrix. La plaquette contiendrait alors 3 lignes : sur le côté « ONF + n° Agence », au centre un code Datamatrix contenant le sGTIN et en dessous l'écriture du numéro de série (dernière partie uniquement du sGTIN). Toutefois il faut attendre les résultats de l'étude en cours pour décider de la standardisation des plaquettes de numéro de pièce à l'ONF.

Le présent marché peut toutefois contenir des commandes de plaquette pour l'identification des pièces avec une référence standardisée en sGTIN.

Dans ce cas, la codification est comme décrite ci-dessous et un code agence est ajouté en ligne 1 :



## 6.2. Les caractéristiques des plaquettes commandées par l'ONF

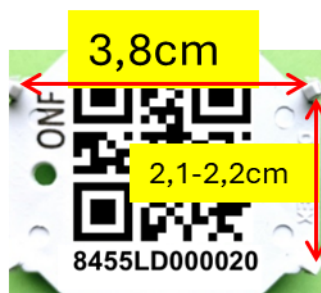
### • Taille

Les plaquettes forestières utilisées par l'ONF ont une dimension d'environ 34\*43mm. Selon les fournisseurs, la taille peut varier légèrement.

Les plaquettes doivent être compatibles avec les marteaux utilisés par l'ONF et qui sont les

mardeaux disponibles en standard sur le marché. L'écartement des pâtes de fixation à la base de fixation de la pâte sur le côté imprimé de la plaquette est

- 2.1 à 2.2 cm entre 2 pâtes sur le petit côté de la plaquette au niveau de la distance la plus courte
- 3.8 cm entre 2 pâtes sur le grand côté de la plaquette au niveau de la distance la plus courte



- **Matière : plastique ou papetière**

En fonction des contraintes exprimées par nos clients, deux compositions de plaquettes peuvent être commandées. Sans contraintes particulières, ce sont des plaquettes en matière plastique qui sont utilisées. Toutefois de plus en plus, ce sont des plaquettes dites « papetières » qui sont exigées. Ces dernières sont compatibles avec le process papetier lorsque qu'elles se retrouvent déchiquetées, mélangées avec du bois utilisé pour la production de pâte à papier.

- **Couleur**

En fonction des besoins d'une agence, plusieurs couleurs de plaquettes peuvent être commandées afin de distinguer par exemple des qualités ou des clients. Dans ce cas, lors de la commande pour chaque couleur, l'intervalle des références doit être précisé par l'ONF au fournisseur (pour la couleur ... de la référence numéro ... à la référence numéro ...).

Selon les fournisseurs les couleurs peuvent varier et ne sont pas toutes disponibles dans la version papetière.

- **Nombre de répétition**

Selon l'usage « plaquette LD » ou « Plaquette pièce » une répétition peut être demandée.

Pour les plaquettes LD : 4 répétitions successive d'une même référence dans le magasin sont obligatoires. Il est possible pour une agence de préciser plus de répétition (6 par exemple au lieu de 4) mais le nombre minimum est 4 pour une plaquette LD.

Pour les plaquettes pièce : il ne faut pas de répétition (chaque plaquette a une référence unique dans le magasin).

- **Type de code à 2 dimensions**

Pour les plaquettes LD, il sera demandé un code à 2 dimensions (ligne 2) de type QR code obligatoirement.

Pour les plaquettes pièce, le code Datamatrix est privilégié mais il peut être spécifié un QR code à la commande.

- **Contenu des zones d'impression**

- Pour les plaquettes LD, les 3 lignes d'impression sont :
  - o Sur la tranche, l'écriture « ONF »
  - o Au centre, le QR Code contenant la référence (cf. 3.1)
  - o En dessous du QR Code, l'écriture en clair de la référence
- Pour les plaquettes pièces, les 3 lignes d'impression sont :
  - o Sur la tranche, l'écriture « ONF » ou « ONF + Agence »
  - o Au centre, le Datamatrix (ou QR code selon la spécification) contenant la référence (cf. 3.2)
  - o En dessous du code 2D, l'écriture en clair de la référence ou du numéro de série contenue dans la référence

### **6.3. Suivi des numéros de série**

Il est demandé au fournisseur de tenir une liste des numéros commandés par les agences de l'ONF afin de contrôler qu'il n'y ait pas de risque de doublon de numéros de série entre une nouvelle commande et les commandes précédentes. Il est important qu'un cycle complet de numéro de série se réalise avant de revenir au numéro de série n° 1.

Le contrôle d'absence de doublon ne prend pas en compte la couleur des plaquettes (un numéro de série doit être unique pour une agence quel que soit la couleur des plaquettes commandées).

Cette liste peut être envoyée à l'ONF sur demande auprès du fournisseur.

### **6.4. Accessoires**

Le fournisseur devra être en mesure de fournir des magasins de stockage (simple ou double), ainsi que des marteaux et des portes marteaux.

## **7. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

### **7.1. Passation des commandes**

Les prestations sont commandées au titulaire par bons de commande.

Les bons de commande sont datés et numérotés dans une série propre au présent marché. Ils sont adressés au titulaire par courrier ou e-mail avec accusé de réception et comportent les mentions nécessaires à leur exécution.

Les commandes sont établies par l'ONF sur un formulaire particulier défini par l'ONF.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et peuvent être exécutés dans la limite de quatre mois au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Tout bon de commande signé et adressé au titulaire vaut ordre d'exécution pour la réalisation de la prestation, objet de la commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché (2025-9285-001) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- leur quantité prévisionnelle ;
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer ;
- le(s) lieu(x) d'exécution ;
- le(s) délai(s) d'exécution.

### **7.2. Engagement du titulaire**

Le titulaire, pour assurer l'exécution des prestations, objet du présent marché, met à disposition de l'ONF une personne ou plusieurs personnes désignées, qui sont de manière permanente les interlocuteurs privilégiés de l'ONF.

En cas d'urgence, le titulaire doit ajuster sa prestation conformément aux prescriptions du pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 24 heures à compter de la réception de la commande adressée par mail avec accusé de réception.

### **7.3. Modalités de livraison**

Les livraisons seront effectuées sur le site dont l'adresse figurera sur le bon de commande.

#### **7.4. Délais de livraison**

Le délai de livraison est défini dans l'offre du titulaire. Le délai de livraison maximum est fixé à **5 jours** ouvrés à compter de la date de réception de la commande par le titulaire.

Toutefois si le titulaire pense être en mesure de garantir une meilleure réactivité (et ce de façon contractuelle), il peut proposer un délai plus court et, dans ce cas, le préciser à l'article E2 de l'acte d'engagement.

#### **7.5. Livraison - Vérification - Responsabilité**

Les livraisons sont faites selon les dispositions suivantes :

Le titulaire est réputé connaître et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire. Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

Les vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures seront effectuées dans les locaux de l'ONF ou des filiales.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 3 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 3 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

L'admission des fournitures sera prononcée conformément aux dispositions du CCAG FCS.

Sauf faute ou négligence de l'ONF, le fournisseur garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans les agissements de ses préposés, y compris le recours de tiers. Le fournisseur s'assurera que par ses interventions, il ne dégrade aucune installation ou dispositif en place sur le site au moment de son intervention, quel qu'en soit leur propriétaire.

### **8. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ**

#### **8.1. Modifications en cours d'exécution**

Pendant l'exécution du marché, l'ONF peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire.

La décision de l'ONF est notifiée par écrit au titulaire qui, faute de réserves formulées dans un délai de 15 jours, est réputée l'avoir acceptée.

#### **8.2. Modification d'un bon de commande**

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

- Si la modification ou l'annulation d'un bon de commande est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### 8.3. Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

### 8.4. Résiliation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

## 9. PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 9.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre et des marchés subséquents est l'euro.

### 9.2. Forme et contenu des prix

#### 9.2.1 Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés dans le bordereau des prix unitaires.

#### 9.2.2 Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

**Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux fournitures. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire.**

#### Précision :

Pour l'éventualité où le titulaire aurait à réaliser des livraisons dans des destinations hors métropole, le prix inclura les formalités douanières d'import dans le transfert de responsabilité et sera réputé Incoterm DDP (i-e il inclura la TVA et les taxes locales : octroi de mer, octroi de mer régional, droit additionnel).

### 9.3. Variation des prix

#### 9.3.1 Variation des prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix remis dans les bordereaux des prix unitaires (BPU) sont fermes la première année et sont ensuite révisables annuellement, à date anniversaire du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,20 + 0,80 (IN / IN_o)]$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé ;
- P<sub>o</sub> = prix de l'accord -cadre, puis de l'année n-1 ;
- IN = Indice INSEE (identifiant 001558685 – Intitulé : IP de production de l'industrie pour les marchés français - Prix de base - Travaux d'impression et services connexes), dernier indice connu, à la date anniversaire (date de la notification) de l'accord-cadre;
- IN<sub>o</sub> = même indice un an auparavant.

Pour les calculs, le nombre de décimales après la virgule à prendre en compte est fixé à quatre (4), la dernière décimale étant arrondie à la valeur inférieure, si le dernier chiffre obtenu est compris entre 0 et 4, et à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9.

### 9.4. Modalités essentielles de paiement

#### 9.4.1 Avance

Sans objet.

#### 9.4.2 Acomptes

Sans objet.

#### 9.4.3 Facturation

##### Mentions sur toutes les factures

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement comporter les informations suivantes :

- date de la facture,
- numéro de facture,
- identité du titulaire :
  - o dénomination sociale (ou nom et prénom pour un entrepreneur individuel),
  - o adresse du siège social,
  - o adresse de facturation (si différente),
  - o numéro de Siren ou Siret, code NAF, et :
    - ville du greffe d'immatriculation (pour les commerçants),
    - numéro au répertoire des métiers et département d'immatriculation (pour les artisans).
  - o forme juridique et capital social (pour les sociétés),
  - o référence du compte bancaire (identique à celui mentionné dans le RIB joint à l'acte d'engagement).
- identité de l'ONF ou de la filiale (en fonction de l'entité à l'origine de la commande concernée) :
  - o adresse du service ayant passé la commande
  - o adresse de facturation (si différente),
  - o numéro de Siren ou Siret.
- renseignements propres à la prestation :
  - o description détaillée de la prestation,
  - o numéro de l'accord-cadre (numéro en 46XXXXXXXX),
  - o numéro de la commande (numéro en 45XXXXXXXX),
  - o les montants HT, et TTC, ainsi que le taux et le montant de la TVA,
  - o les quantités si pertinentes,
  - o le montant total HT et TTC.



Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées.

#### 9.4.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- numéro de marché :  
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 47XXXX.
- numéro d'identification :  
Le SIRET de la DT de l'ONF : 6620431160xxxx
- numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### 9.4.5 Paiement des sous-traitants

Sans objet

#### 9.4.6 Délai global de paiement

Conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de 60 jours maximum.

Le paiement se fait par virement administratif.

Les modalités de calcul du déclenchement du délai de paiement sont précisées aux articles R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article « facturation » du présent marché ;
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement ;
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 9.4.7 Nantissement ou cession de créance

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### 10. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG FCS, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, il peut être appliqué les pénalités suivantes au Titulaire :

#### 10.1. Pénalité pour non-respect des délais d'exécution

Lorsque le délai livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvrés de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 5% du montant HT du bon de commande.

Cette pénalité est appliquée quel que soit les motifs du retard, exception faite des cas de force majeure. Dans tous les cas, le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur par écrit dès qu'il en a connaissance.

Dans le cas de défaut manifeste d'information de l'ONF par le titulaire, la pénalité est majorée de 5 % du montant HT du bon de commande.

#### 10.2. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

#### 10.3. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

#### 10.4. Modalités de mise en œuvre des pénalités

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes jusqu'à application totale des montants dus par le Titulaire.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

### 11. DROIT - LANGUE

#### 11.1. Droit, litiges et contentieux

Le présent marché est soumis au droit français.

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP sont réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique, crée par l'ordonnance n°



2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, complété par ses décrets d'application.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles L 2197-1 à -4 et R 2197-1 à -24 du code de la commande publique.

En amont, tout litige devra faire l'objet d'une procédure de règlement amiable.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le comité consultatif compétent est le Comité consultatif national de règlement amiable de différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

Direction des affaires juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public / 1C  
Bâtiment Condorcet  
6, rue Louise Weiss  
Télédéc353  
75703 PARIS Cedex 13

Dans le cas où un accord amiable ne pourrait intervenir, tout litige, à l'exception des litiges liés à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal administratif de Paris :

Tribunal administratif de Paris  
43 rue du Général de Gaulle  
77000 Melun  
01 60 56 66 30 - [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)

## **11.2. Langue**

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers et correspondances adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

## **12. ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

**ONF - CCATP n° 2025-9285-001**

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

### **13. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

#### **13.1. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

#### **13.2. Travail clandestin**

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

#### **13.3. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

#### **13.4. Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

### **14. RESILIATION DU MARCHÉ**

Le marché est résilié de plein droit sans indemnité ni préavis en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent marché.  
Les articles 38 à 45 du CCAG-FCS sont applicables au présent marché.

## 15. DEROGATION AU CCAG-FCS

Le présent CCATP déroge au CCAG-FCS comme indiqué ci-après :

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
10	Pénalités pour retard d'exécution	14	Pénalités